

Mot du rédacteur

Le cinquième numéro de l'*Observateur international de la productivité* du Centre d'étude des niveaux de vie renferme six articles. Les sujets traités sont : l'écart de productivité dans les industries manufacturières entre le Canada et les États-Unis; les tendances des niveaux de vie au Canada; l'impact de la réforme économique sur la croissance de la productivité en Grande-Bretagne; la productivité et la réforme des politiques en Australie; la mesure de la productivité des administrations publiques; et un compte rendu d'un récent volume *Les enjeux de la productivité au Canada*.

Outre la version papier de l'*Observateur*, qui est publiée en français et en anglais, le lecteur peut en consulter tous les articles à www.csls.ca. La version diffusée en ligne d'un certain nombre d'articles est intégrale. Il sera fait bon accueil à tous les commentaires.

Depuis 1994, la croissance de la productivité du travail dans les industries manufacturières a été nettement plus forte aux États-Unis qu'au Canada. La production par heure au Canada a régressé de 20 points, c'est-à-dire qu'elle est passée de 87 % du niveau américain en 1994 à 67 % en 2001. Ce fait de conjoncture explique le plus clair de l'élargissement de l'écart de productivité globale du travail entre le Canada et les États-Unis. Dans le premier article, **Jeffrey I. Bernstein** de l'Université Carleton, **Richard G. Harris** de l'Université Simon Fraser et **Andrew Sharpe** du Centre d'étude des niveaux de vie font une analyse détaillée de l'élargissement de l'écart de productivité dans les industries manufacturières du Canada et des États-Unis.

Les auteurs constatent que la croissance de l'écart est dans une large mesure le reflet de l'accélération de la croissance de la productivité dans les industries manufacturières de pointe des États-Unis. Le secteur canadien des industries de pointe est plus restreint que sa contrepartie américaine et sa croissance de la productivité a été nettement plus faible. On estime que ces deux facteurs interviennent, à eux seuls, pour 70 % de l'élargissement de l'écart sur la période 1994-2000. La croissance plus rapide de l'intensité capitalistique de la production aux États-Unis a aussi joué un rôle complémentaire dans l'élargissement de l'écart, en partie parce que

l'augmentation du prix du travail a été plus grande aux États-Unis qu'au Canada.

Les niveaux de vie du Canada, définis par le PIB réel par habitant, ont reculé par rapport à ceux des États-Unis dans les années 90. Les Canadiens ont un grand défi à relever pour inverser la situation. Dans le deuxième article, **Andrew Sharpe** du Centre d'étude des niveaux de vie développe un cadre pour l'analyse des niveaux de vie et expose une stratégie propre à élever les niveaux de vie.

Sharpe analyse d'abord les tendances et les déterminants des niveaux de vie au Canada. Il constate que, sur la période 1946-2001, la totalité de la croissance de la productivité est venue de la croissance des niveaux de vie. Sharpe note que les niveaux de vie pourraient être améliorés par une diminution du chômage, une plus grande activité sur le marché du travail, et un allongement du temps de travail, mais signale qu'il y a peu de marge pour l'amélioration à long terme provenant de ces sources. Il fait plutôt valoir que la croissance de la productivité est le seul moyen viable de croissance des niveaux de vie. Comme son niveau de productivité globale du travail est 18 % plus bas que celui des États-Unis, le Canada a la possibilité de refermer une bonne part de l'écart de productivité avec les États-Unis, et peut-être même de l'éliminer d'emblée. Cela permettrait aux Canadiens d'atteindre les niveaux américains de PIB réel par habitant ou, s'ils préfèrent, de transformer les gains de productivité en augmentation des loisirs.

L'économie du Royaume-Uni a connu d'importantes réformes du marché au cours des deux dernières décennies. Une grande question pour les

chercheurs en productivité est l'impact de ces réformes sur la croissance de la productivité. Dans le troisième article, **Richard B. Freeman** de la London School of Economics, de l'Université Harvard et du NBER, et **David Card** de l'Université de la Californie à Berkeley et du NBER, examinent les tendances de la croissance de la productivité en Grande-Bretagne et dans d'autres grands pays développés et estiment l'impact des réformes économiques britanniques sur la performance britannique.

Ils concluent que les réformes dans les relations syndicales-patronales, la privatisation, la participation aux bénéficiaires et l'actionnariat, et l'emploi indépendant ont augmenté la croissance de la productivité au Royaume-Uni de 0,35 % par an sur la période 1979-1999, ce qui représente un quart de la reprise de la productivité entre les périodes 1960-1979 et 1979-1999.

L'Australie a connu une reprise de la croissance de la productivité dans les années 90. Dans le quatrième article, **Dean Parham** de la Commission de la productivité d'Australie, fait un survol de la performance économique de l'Australie et des réformes de politique qui ont relancé la croissance moribonde de la productivité dans son pays. Il commence par signaler que, pendant la première moitié du XXe siècle, l'Australie a joui de l'un des plus hauts niveaux de productivité du travail dans le monde. Mais l'Australie n'a jamais connu la convergence de la productivité dans l'après-guerre jusqu'en 1990 et perdu des places dans le classement de productivité et de PIB par habitant au cours de cette période. Dans les années 90, la production par heure a progressé de 2,3 % par an en 1990-2001, contre 1,5 % en 1973-1990.

Parham fait valoir que les réformes des politiques expliquent une bonne part de l'amélioration de la performance de la productivité en Australie. Il isole trois grands secteurs de réforme qu'il juge particulièrement importants pour favoriser la croissance de la productivité : une concurrence plus vive; une plus grande ouverture au commerce, à l'investissement et à la technologie; et une plus grande soup-

lesse d'adaptation des procédés de production et de distribution dans les entreprises.

La mesure de la productivité des administrations publiques représente un défi pour les économistes. Du fait de l'absence de production commercialisée et, en particulier, à cause de la nature multidimensionnelle des objectifs pour les organes de l'administration publique, la mesure de la productivité est plus difficile dans les administrations que dans le secteur public. Le cinquième article, d'**Andrew Hughes** du Trésor de Nouvelle-Galles du Sud en Australie, constitue un guide d'exploration de la mesure de la productivité dans les administrations publiques.

Hughes offre un survol vulgarisé des différentes techniques quantitatives à utiliser pour mesurer la performance des administrations publiques, et notamment les techniques indiciaires comme la productivité partielle des facteurs et la productivité totale des facteurs; les techniques statistiques comme la régression par les moindres carrés ordinaires et l'analyse de frontière stochastique; et les techniques mathématiques comme l'analyse d'enveloppement des données. Hughes conclut que les organes de l'administration publique générale ont beaucoup à tirer de l'application de techniques quantitatives à la mesure de leur performance économique.

Le sixième et dernier article, celui d'**Ian A. Stewart**, est un compte rendu du récent volume de recherche d'Industrie Canada intitulé *Les enjeux de la productivité au Canada*, publié sous la direction générale de Someshwar Rao et Andrew Sharpe. Stewart commence par rappeler que les 1 000 pages et 25 textes de ce volume représentent une importante contribution à la littérature sur la productivité au Canada. Il signale que les questions de données et de mesure représentent un thème central du volume. Stewart commente également ce qui lui apparaît être l'importance décroissante de la perspective macro-économique dans l'analyse de la croissance de la productivité. Selon lui, l'âge d'or de la croissance de la productivité de la période 1945-1973 était dans une large mesure le fait de la solide performance macro-économique de la période.